

Étude sur les mesures à prendre pour améliorer l'accès au crédit et la stabilité du système financier canadien

Allocution de Nancy Hughes Anthony

Présidente et chef de la direction

Association des banquiers canadiens

devant

le Comité permanent des finances

Le 12 mars 2009

Ottawa

SEUL LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

Bonjour.

Je suis enchantée d'être ici aujourd'hui pour participer aux discussions du Comité sur le secteur bancaire et financier du Canada. Je suis accompagnée de mes collègues de l'Association des banquiers canadiens – Terry Campbell, vice-président – Politiques, et Darren Hannah, directeur, Opérations bancaires. Nous avons aussi apporté une pochette d'information sur les questions dont nous discuterons ce matin.

L'ABC représente ses 50 banques membres, dont des banques à charte canadiennes ainsi que des filiales et des succursales de banques étrangères exerçant des activités au Canada. Nous sommes une source d'information publique et de recherche sur les banques du Canada. Nous fournissons à nos membres une tribune pour discuter de questions d'intérêt commun, et nous exerçons des efforts de représentation au nom des banques auprès des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux.

Nos banques membres sont présentes dans presque chaque collectivité du pays, et sont des joueurs clés qui contribuent aux économies locales et provinciales ainsi qu'à l'économie nationale.

Importance des banques dans l'économie

Afin de bien situer le contexte de notre discussion de ce matin, je prendrai quelques minutes pour partager avec vous de l'information utile sur nos banques, et pour vous parler de leur rôle en cette période de crise économique.

D'entrée de jeu, j'aimerais souligner quelques statistiques sur la contribution des banques à l'économie canadienne.

En termes d'emploi, les banques et leurs filiales comptent un quart de million d'employés canadiens – soit 16 % de plus qu'il y a dix ans. En fait, les banques sont à l'origine de 1,5 % de l'emploi total au Canada.

Lorsqu'il est question du produit intérieur brut, les banques contribuent à 3,3 % de la production du pays.

De plus, la plupart des Canadiens sont des actionnaires des banques canadiennes, soit directement ou par l'intermédiaire du Régime de pensions du Canada (RPC), d'un autre fonds de retraite ou d'un fonds commun de placement. Les fonds de retraite et les REER sont les principaux bénéficiaires des milliards de dollars que les banques versent en dividendes chaque année.

Nos banques sont également actives à l'étranger, ce qui, de nouveau, est bon pour le Canada et notre économie. Environ 34 % du revenu net des banques (2007) a été produit à l'extérieur du Canada, mais 78 % des employés étaient situés au Canada, et 85 % des impôts y ont été versés.

Parlant d'impôts, en 2007, les banques ont versé 8,7 milliards de dollars aux gouvernements du Canada, soutenant des programmes sociaux et économiques auxquels les Canadiens accordent de l'importance.

Je précise ces chiffres afin de souligner que les banques du Canada font partie du tissu économique des collectivités locales, des provinces et du Canada dans son ensemble.

La force du secteur bancaire canadien

Aussi importantes que soient ces contributions à notre économie, le véritable message est que les Canadiens continuent d'avoir confiance en leur secteur bancaire – ils savent que nos banques sont au cœur de la reprise économique du Canada, et qu'elles seront là pour garantir le mieux-être économique du Canada à long terme.

Lorsque nous réfléchissons à ce qui arrive au système financier mondial, et à la crise sans précédent qu'il traverse depuis quelques mois, il importe de ne pas oublier que cette crise n'a pas pris naissance au Canada. Qui plus est, même si cette crise a un impact sur les banques du Canada, ces dernières ont largement évité les difficultés auxquelles d'autres banques du monde font actuellement face.

Pourquoi en est-il ainsi? La plupart des observateurs font état des quatre raisons suivantes.

Numéro 1 : Un système national dont les banques sont bien diversifiées

Le Canada possède un système bancaire national qui comporte de nombreuses banques offrant des services et des produits dans tout le pays. En fait, chacune des cinq grandes banques canadiennes possède des succursales dans les dix provinces. Voilà qui profite aux consommateurs et aux entreprises du Canada. Par contre, aucune banque américaine n'a de succursales dans les 50 États.

Les grandes banques du Canada sont des organisations très diversifiées, dont les banques d'investissement font partie d'un plus vaste groupe financier bancaire et dont le point d'encrage est une solide banque de dépôts commerciale. Même nos petites banques régionales ont un ensemble d'activités équilibré.

Voilà qui contraste de façon marquée de ce que nous avons constaté, du moins jusqu'à récemment, aux États-Unis, où les grandes banques d'investissement ne faisaient pas partie ou n'étaient pas liées à une banque commerciale, et faisaient l'objet d'un régime réglementaire différent.

Numéro 2 : Des banques bien capitalisées et bien gérées

Les banques du Canada figurent parmi les mieux capitalisées du monde, dépassant considérablement les normes de la Banque des règlements internationaux. Avant même le début de la crise, le ministère des Finances a fait référence aux niveaux de capitalisation de nos banques comme étant « conservateurs selon les normes internationales », et depuis, nos banques ont accru de façon importante leurs niveaux de fonds propres. De plus, les banques canadiennes ont été les premières du monde à adopter les approches de pointe en matière de gestion de risque du nouveau cadre de Bâle II sur les fonds propres.

Comme je l'ai mentionné, les banques du Canada ont récemment renforcé leurs niveaux de fonds propres. En passant, il s'agit de nouveaux fonds propres mobilisés auprès d'investisseurs dans le marché.

Pourquoi est-il si important d'avoir une solide assise de fonds propres?

Premièrement, elle aide à s'assurer que les banques sont en mesure d'accomplir ce qu'elles font le mieux, comme accorder du crédit. En termes simples, plus vous avez de fonds propres, plus vous pouvez prêter, et comme je le mentionnerai dans un moment, les statistiques de la Banque du Canada montrent que la croissance de notre crédit est très forte. Dans d'autres pays, l'absence de fonds propres oblige les banques à réduire le crédit.

Deuxièmement, en période de récession, où certains emprunteurs sont incapables de payer leurs dettes, et où les pertes sur prêts commencent à s'accumuler, une solide assise de fonds propres fournit un coussin, de sorte que la banque n'éprouve pas le type de difficultés que nous avons constatées dans le cas des banques d'autres pays.

Les banques du Canada sont également prudentes et bien gérées. Les Canadiens le reconnaissent. Un sondage mené l'an dernier par la firme Strategic Counsel a révélé que 81 % des répondants comprenaient que la prudence en matière de crédit était une raison clé expliquant pourquoi les banques canadiennes avaient mieux performé que leurs homologues internationales.

Faire preuve de prudence et de bonne gestion signifie aussi que nous équilibrons notre crédit en nous assurant de protéger pleinement l'argent de nos déposants - des fonds qui nous ont été confiés. Cela signifie que nous exerçons nos activités de manière rentable, afin de pouvoir continuer de soutenir le développement économique des collectivités du pays, ainsi que les fonds de retraite des entreprises et des gouvernements auxquels se fient les Canadiens pour assurer leur retraite. De nouveau, nous avons constaté les conséquences du manque de prudence et de la mauvaise gestion d'institutions ailleurs dans le monde.

Numéro 3 : Un solide système de réglementation

Le système de réglementation du Canada est solide et adapté à l'industrie et au marché du Canada. Au contraire du vaste éventail de différentes autorités de réglementation qui surveillent les banques aux États-Unis, par exemple, les groupes financiers bancaires du Canada sont réglementés au palier fédéral par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) en ce qui a trait aux questions prudentielles, et par l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) relativement aux questions de consommation.

Le système de réglementation du Canada a reçu une reconnaissance internationale. Le programme d'évaluation du secteur financier du Fonds monétaire international procède à des examens complets des systèmes financiers nationaux, et accorde à un pays une note relativement à la mise en œuvre d'un éventail de normes et de pratiques réglementaires. Le FMI a récemment terminé une étude de ce type portant sur le Canada, et a conclu que le Canada possède un cadre de réglementation et de supervision hautement efficace, où le BSIF joue le principal rôle.

Numéro 4 : Nature du marché hypothécaire du Canada

Puisqu'une si grande partie des difficultés internationales origine du marché hypothécaire américain, il peut être utile de réfléchir sur la nature différente du marché hypothécaire canadien.

Le Canada n'éprouve pas les mêmes difficultés découlant des prêts hypothécaires à risque élevé qui sont au cœur du problème aux États-Unis. Au Canada, la majorité - et de loin - des prêts hypothécaires sont de qualité. De plus, au Canada, seulement 20 % des prêts hypothécaires sont titrisés. Contrairement au modèle américain, où cette proportion est beaucoup plus élevée, les banques canadiennes ont conservé le modèle « octroi et détention du crédit » relativement à leurs prêts hypothécaires dans leur bilan, les incitant ainsi à être beaucoup plus prudentes dans leurs décisions de crédit.

Au Canada, les prêts hypothécaires à ratio élevé, dont le montant représente plus de 80 % de la valeur de la propriété, doivent être assurés. Ce n'est pas le cas aux États-Unis.

Les prêts hypothécaires en souffrance demeurent très faibles au Canada – en fait, près des seuils historiques. Pour l'ensemble des sept grandes banques du Canada, le pourcentage des prêts hypothécaires en souffrance s'élève à un tiers de 1 %. Tout compte fait, le marché hypothécaire canadien se trouve dans une catégorie différente de celle de nos cousins américains.

Il est clair que chacun de ces attributs du système bancaire canadien nous a bien servis en ces temps difficiles. Et fait tout aussi important, un système bancaire solide et stable est essentiel pour aider le Canada à traverser la difficile période économique à laquelle nous faisons face.

Réaction gouvernementale

Alors, qu'est-ce que tout ceci signifie pour le Canada et les Canadiens?

Cela signifie que, contrairement à un si grand nombre d'autres pays, les contribuables canadiens :

- n'ont pas eu à renflouer leurs institutions financières;
- n'ont pas eu à injecter de capital dans nos institutions;
- et n'ont pas eu à mettre sur pied des entités publiques pour acheter des éléments d'actif toxiques.

Au contraire, afin d'injecter de la liquidité dans un marché touché par le gel mondial du crédit, le gouvernement fédéral a choisi d'acheter de solides prêts hypothécaires assurés, à des taux commerciaux,

par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) – investissement effectué par le gouvernement, qui rapportera un profit aux contribuables canadiens.

Accès au crédit et coût du crédit

Permettez-moi maintenant d'examiner la question du crédit. C'est une question dont nous et nos membres entendons beaucoup parler de la part de nos clients et en discutant avec les députés.

Nous savons que les Canadiens sont préoccupés par l'accès au crédit et par le coût de celui-ci. Nous savons aussi qu'il s'agit d'une période économique difficile pour les Canadiens et pour de nombreuses entreprises. Les banques veulent que leurs clients réussissent, tout autant que leurs clients le veulent.

C'est de longue date que les banques aident leurs clients dans les périodes économiques difficiles. Dans le secteur agricole, par exemple, au cours de la dernière décennie, nos clients ont eu à gérer des problèmes, comme la sécheresse, l'ESB, la grippe aviaire et les inondations. Les banques ont travaillé en partenariat avec ces clients tout au long de ces événements difficiles.

Aujourd'hui, les banques font de même avec les entreprises et les particuliers faisant affaire avec elles. Nous comprenons que certains clients traversent des temps difficiles, et nous leur demandons de venir rencontrer leur banquier et de parler avec lui afin de trouver des solutions. Nous traitons les situations au cas par cas, et nous voulons que nos clients réussissent. En fait, lorsque nos clients ont du succès, nous en avons aussi.

Nous mettons aussi l'accent sur l'éducation des consommateurs et leur choix, et nous les encourageons à tirer le meilleur parti du vaste éventail d'options offertes dans un marché concurrentiel.

Les banques continuent de prêter aux clients solvables. Dans le cas des consommateurs, par exemple, les chiffres les plus récents de la Banque du Canada montrent que le crédit à la consommation continue de croître à un taux respectable – soit 14 % d'augmentation d'une année à l'autre.

Une part importante de ce crédit concerne les prêts hypothécaires à l'habitation. Dans ce cas, les taux d'intérêt des prêts hypothécaires ont diminué au cours des derniers mois et se situent près des seuils historiques.

Qu'en est-il des entreprises? Nous savons que la récession frappe durement certaines entreprises. Nous savons aussi que certaines sources de crédit non bancaires ont sérieusement diminué le crédit aux entreprises. Nous savons également que, à cause de cela, certaines entreprises déclarent avoir beaucoup de difficulté à trouver du crédit.

Quel est le rôle des banques du Canada dans cet enjeu? Il est important de ne pas oublier que les banques occupent traditionnellement environ la moitié du marché du crédit aux entreprises, et seulement environ le quart de l'ensemble du marché du financement. Nous avons réagi en tentant de combler l'écart laissé par les fournisseurs non bancaires (comme les sociétés de crédit-bail automobile) qui ont ralenti la croissance de leur crédit ou se sont retirés du marché. De nouveau, les données les plus récentes de la Banque du Canada sont éloquentes – d'une année à l'autre, le financement bancaire aux entreprises a augmenté de près de 11 % – ce qui est bien supérieur à la croissance de 4,2 % du financement provenant de tous les fournisseurs.

De plus, la part des banques dans le marché du crédit aux entreprises a augmenté de quelque huit points de pourcentage au cours de la même période, les banques tentant de combler l'écart laissé par d'autres. Or, même si nous tentons de combler cet écart, nous ne pouvons le faire complètement.

Le gouvernement a reconnu ce problème et, dans son Budget 2009, a pris des mesures à cet égard. Des fonds ont été dégagés à l'intention de la Banque de développement du Canada et d'Exportation et Développement Canada, qui fournissent tous deux des options de financement complémentaires au crédit bancaire. Nos banques travaillent en étroite collaboration avec ces prêteurs de la Couronne pour rendre le crédit disponible aux entreprises solvables, et nous sommes impatients de poursuivre cette collaboration.

Voilà la situation sur l'accès au crédit. Qu'en est-il du coût du crédit?

Nous avons aussi reçu de nombreuses questions de la part des députés et de nos clients sur le coût des prêts, et d'autres produits.

Lorsqu'on examine le coût du crédit, on constate que les banques font également face à certains défis. Le fait est qu'il existe une nouvelle réalité dans le marché du crédit international. Certains types de crédit – comme le papier commercial, le marché de la titrisation – ne fonctionnent plus adéquatement dans le monde, tandis que d'autres sont disponibles à un coût relativement plus élevé que par le passé. Cette situation affecte le coût global d'emprunt des banques et a, par conséquent, un impact sur le consommateur.

Le risque est un autre facteur qui affecte les taux que les banques fixent à l'égard de leurs prêts. Nous sommes en période de récession, et cette situation a un impact sur la solvabilité des clients – tant des particuliers que des entreprises. En tant que prêteurs prudents, les banques doivent ajuster leur tarification afin de tenir compte de cette nouvelle réalité en matière de risque.

Toutefois, il est important de ne pas oublier que les banques sont ouvertes aux affaires, et que le crédit demeure disponible aux clients solvables.

Avant de conclure mon allocution, j'aimerais mentionner brièvement notre travail sur l'apprentissage en matière financière. Depuis plus d'une décennie, l'ABC contribue à l'apprentissage en matière financière des étudiants du secondaire. L'an dernier, nous avons repensé notre programme, maintenant intitulé *VotreArgent*, en collaboration étroite avec l'ACFC. Par le biais du programme *VotreArgent*, nous travaillons avec 1 000 banquiers volontaires dans les collectivités du Canada, et nous rejoignons près de 175 000 étudiants du secondaire. L'objectif est de les aider en leur fournissant de l'information pratique sur la tenue d'un budget, l'épargne, l'emprunt, l'investissement et la protection de leur argent.

Conclusion

En conclusion, j'aimerais revenir sur ce que j'ai dit au départ – les banques du Canada sont solides et sécuritaires, et les Canadiens demeurent confiants envers leur système bancaire. Il s'agit d'un avantage pour le Canada, que d'autres pays n'ont pas. Il sera crucial de conserver cet avantage pour assurer la reprise de l'économie du Canada et la prospérité à long terme des Canadiens.

Chacun de nous a une responsabilité pour maintenir la confiance des Canadiens envers notre système bancaire.

Nos banques feront leur part. Elles continueront de prêter prudemment et de protéger l'argent de leurs déposants. Elles seront aussi là pour s'assurer que les particuliers et les entreprises continuent d'avoir accès au crédit et puissent avoir les moyens de rembourser leurs prêts. Nous faisons cela, parce que nous savons que les consommateurs et les entreprises sont les moteurs de l'économie canadienne.

Je remercie le Comité de m'avoir invitée ici aujourd'hui.

Je répondrai volontiers à vos questions.